

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un « *Service Montpelliérain de la petite enfance* » autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Ainsi, par délibération du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le Conseil municipal a autorisé le principe et le déploiement d'un partenariat renforcé avec les gestionnaires associatifs de structures petite enfance s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM). Concrètement, ce nouveau conventionnement se substitue aux précédentes conventions passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité (1€10 par heure facturée). Cette « *contractualisation* » pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets, mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire. La présente délibération vise à autoriser la signature de CPOM avec les trois associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant suivantes :

- Association culturelle et sociale du Polygone ;
- Association Gammes ;
- Association UDAF.

Au-delà du financement proposé pour l'année 2024 et pour assurer une certaine visibilité aux associations sur le court et moyen terme, les montants des subventions allouées sont inscrits, à titre indicatif, dans des budgets prévisionnels annexés aux CPOM, sur une période de trois ans. Les subventions seront versées aux associations selon les modalités prévues dans les CPOM, sous réserve du vote du Budget Primitif et des crédits afférents.

Pour 2024, les financements prévus pour chacune des 3 associations listées ci-dessus sont énoncés ci-après :

➤ Association culturelle et sociale du Polygone :

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Mill' & un Lutins	47	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1,2, 3 et 4 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation d'espaces temps individualisés, soutien renforcé des familles en situation de précarité sociale ; - Projet de crèche « <i>hors les murs</i> » avec la mise en place d'un partenariat avec la ferme urbaine collaborative située à proximité de la crèche ; - Handicap et inclusion : sensibilisation et formation des équipes, accompagnement individuel, aménagement de temps de travail concertés... ; - Eveil artistique et culturel : sorties régulières, interventions musicales 1/semaine, participation au festival de l'éveil. 	19 975 €

A la suite de la déclaration d'un péril sur le bâtiment, la crèche a été contrainte de fermer et d'arrêter

brutalement son activité en décembre 2022. Aujourd'hui, l'association a trouvé une solution de relogement dans de nouveaux locaux, à réaménager entièrement, au sein du quartier du Millénaire. La réouverture est prévue pour le dernier trimestre 2024. Compte tenu des enjeux spécifiques liés à cette réouverture, il est proposé un accompagnement complémentaire à la CPOM sous forme d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de 60 000€ sous réserve de la confirmation d'ouverture de la crèche.

EAJE	Nombre de places	Nature de la subvention	Montant 2024
Les Mill' & un Lutins	47	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	60 000 €

➤ Association Gammes :

EAJE	Nombre de places	Subvention horaire (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Marelle	10	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec le développement de lieux ressources, l'organisation d'action de prévention santé et de cafés des parents ; - Enjeux spécifique : accueil des enfants des familles en grandes difficultés sociales hébergés et accompagner dans le cadre des autres dispositifs de l'association ; - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les repas recours à des prestataires locaux et à des produits biologiques ; ▪ Démarche écoresponsable avec la mise en place du tri sélectif et du recyclage ; ▪ Développement d'actions culturelles (musée...) ; ▪ Pôle dédié à la qualité de vie au travail. 	13 000 €

➤ Association UDAF :

EAJE	Nombre de places	Subvention horaire (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Costebelle	31	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : accompagnement et accueil des mamans du Centre Bouissonade / organisation de café des parents... - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de la qualité d'accueil contrôle de la qualité de l'air (norme ISO 9001 et 26000) ▪ Sensibilisation à la biodiversité ▪ Formation des personnels ▪ Développement d'activité culturelles (Musée, médiathèque...) ▪ Sorties: ateliers motricité, écolo thème... 	20 150 €

Les modalités du financement municipal de ces actions ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs sont précisées dans les CPOM. Elles sont conclues pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 et abrogent les conventions de partenariat précédemment conclues entre la Ville et ces associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité des trois associations ; le montant des subventions à verser au titre de l'année 2024 au profit de l'Association Culturelle et Sociale du Polygone, l'Association Gammes et l'Association UDAF ; le montant de la subvention exceptionnelle au profit de l'Association Culturelle et Sociale du Polygone ;
- D'approuver les termes des trois conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et l'Association Culturelle et Sociale du Polygone, l'Association Gammes et l'Association UDAF, et de la convention d'attribution de la subvention exceptionnelle ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylvia HOUGUET, M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPOM UDAF 2024-2026.doc
- CPOM Mill'&un Lutins 2024 -2026.doc
- CPOM La Marelle 2024-2026.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269603-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association UDAF de l'Hérault, dont le siège est 160 rue des freres Lumiere CS 29000 34060 Montpellier cedex 2, représentée par son Président Monsieur xxxx agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 29 Avril 2024, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association Creche de Costebelle de l'Udaf de l'Hérault dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association Udaf de l'Hérault contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- EAJE Creche de Costebelle de l'Udaf de l'Hérault

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

Année 2024, application palier 1 et 2. Concernant ce dernier, l'EAJE Crèche de Costebelle accueille des enfants de parents issus du quartier principalement soit en y étant domicilié soit lieu de travail d'un des parents (ex : Conseil régional, DELL, Aéroport...) tout en favorisant les objectifs de mixité et d'inclusion (Voir partie 2)

En lien avec la mairie de Montpellier, **application des paliers 3 et 4 suivant leurs déclinaisons opératoires.**

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Pour mémoire, l'EAJE Creche de Costebelle propose un accueil avec **une amplitude horaire robuste** : 07 :30 – 18 :30 du Lundi au Vendredi
- Faisant partie de l'UDAF de l'Hérault, l'EAJE bénéficie d'une organisation éprouvée **dont ISO 9001 version 2015 et ISO 26000 niveau « exemplaire ».**

A cet effet, différentes actions sont menées tant à l'attention des professionnels que pour les enfants et les parents :

- Mesures constantes de la qualité de l'air interieur
- Formations des professionnels et sensibilisation (Programme de formation via Primum Non Nocere comprenant la connaissance des étiquettes des matériels utilisés, des normes environnementales, visite sur place et réorganisation du rangement de stock, mesures à l'intérieur de chaque pièces dont VMC, climatisations...)
- Sensibilisation sur l'importance de la biodiversité (Niches à oiseaux, mangeoires, livres pédagogiques, action de reboisement sur le massif de la gardiole, ré utilisation de matières premières pour confection de mobilier à l'attention des enfants avec participation des parents.)
- Professionnel de la crèche membre du groupe RSE UDAF34.

- A titre expérimental et partenarial, des places **sont réservées en lien avec le CCAS de Montpellier et le CHRS Buissonnade** pour des enfants de femmes victimes de violences conjugales.

Des places sont également prévues pour enfants porteurs de handicaps, salariés de l'UDAF de l'Hérault dans une visée de conciliation vie familiale / vie professionnelle et soutien au pouvoir d'achat

- Pour mémoire des actions sont également menées dans le cadre **du soutien à la parentalité** :

- Accueil des nouveaux parents en début d'été pour rencontrer les équipes, visiter les locaux afin de rassurer ceux-ci et favoriser une entrée sereine en Septembre de l'année N.
- Intervention des psychologues extérieurs sur des thématique / interrogations des parents : comportement de l'enfant et accueil en maternelle, propreté de l'enfant, nutrition, utilisation des écrans.

- En lien avec la **Mairie de Montpellier** des projets sont mis en place : Prêt de la salle DOJO au gymnase BESSIERE de Montpellier une fois par semaine dans un projet de psychomotricité ; convention avec l'écolo thèque de Saint Jean de Vedas afin de sensibiliser au développement durable (connaissance des animaux, plantes et fruits) une fois par mois ; visite de la médiathèque Emile ZOLA une fois par mois pour une sensibilisation à la lecture ; projet sur « bébé lecteur » et « bébé chanteur » avec présence de professionnels de la médiathèque ; travail en concertation avec le musée MOCO.
- **Enfants de la crèche bénéficiaires de l'action lire et faire lire** développée par des bénévoles de l'UDAF de l'Hérault (en l'espèce via une directrice retraitée de l'éducation nationale une fois par semaine
- L'EAJE participe activement au **projet** du nouveau musée « *la ville à hauteur d'enfant* »
- Achat de matériel puériculture salariés et parents : Cf annexe 3
- Opéra : Cf annexe 3. Projet de sensibilisation à la musique à l'opéra de Montpellier.
- « Café parents » dont soirée accueil nouveaux parents : Cf annexe 3
- Projet snozelen: Cf annexe 3
- Projet « zéro plastique » en lien avec le territoire à misse de l'Hérault dont l'UDAF34 est partie prenante: Cf annexe 3

2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,

- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.
 Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).

- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Ecolothèque						
		01/01/2024	Enquête de satisfaction enfant et parents	X	X	X
Piscine						
		01/05/2024	Enquête de satisfaction enfant et parents	X	X	X
Achat de matériel puériculture salariés et parents						
		01/09/2024	Enquête de satisfaction salariés et parents	X		
Opéra						
		01/01/2025	Enquête de satisfaction salariés et parents		X	X
« Café parents » dont soirée accueil nouveaux parents						
		01/07/2024		X	X	X
		01/01/2026				X
Projet snozelen						
		01/01/2025 (Formation) 01/01/2026 (achat matériel)			X	X
projet « zéro plastique » en lien avec le territoire à misse de						
		01/01/2026				X

l'Hérault dont l'UDAF34 est partie prenante						
---	--	--	--	--	--	--

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement xxx / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	

CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	

66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association culturelle et sociale du polygone, dont le siège est **1025 rue Henri Becquerel, Parc Club du millénaire, 34000 Montpellier**, représentée par son Président Monsieur **AUBERT Michaël** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du **08/06/2021**, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association culturelle et sociale du polygone ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et **l'association culturelle et sociale du polygone** dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association culturelle et sociale du polygone contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- **Multi Accueil « Mill'& un Lutins »**

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- **Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs**
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

L'association s'engage à s'inscrire pour le Palier 3 (Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs).

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

Le nouveau Multi Accueil « Mill' & un lutins » a été créé car nous avons dû cesser du jour au lendemain l'activité du multi accueil « Les Lutins » pour cause d'arrêté de péril sur le bâtiment occupé depuis 1995.

Depuis le 22 décembre 2022, l'association a cherché à se reloger dans l'urgence. Nous avons trouvé une solution seulement depuis février 2024. L'ouverture est prévue pour octobre 2024.

Les finances de l'association sont à ce jour plus que précaires, n'ayant eu d'activité depuis lors. Pour mener à bien notre projet nous aurons besoin d'un soutien financier de la part de nos partenaires. En effet, notre trésorerie ne pourra pas supporter l'ensemble des dépenses de fonctionnement (avant et après ré ouverture), en plus du crédit contracté pour le reste à charge de 20% du montant total des travaux d'aménagement du nouveau local, subventionné par les services de la CAF à hauteur de 80% (PIAJE).

En ce qui concerne notre projet d'établissement et nos orientations pédagogiques, l'association proposait déjà des projets spécifiques ancrés dans le quotidien de travail de l'équipe. Nous mettons en valeur au cœur de notre pratique des enjeux tels que le soutien à la parentalité, l'inclusivité et la mixité.

Nous répondons à une demande toujours croissante des familles d'un quartier en pleine expansion où l'offre d'accueil pour la petite enfance est majoritairement privée.

Avec « Mill' & un lutins », nous souhaitons faire perdurer cette dynamique de travail avec l'accent sur le volet social et prévention santé, et continuerons notre partenariat avec le département (plan pauvreté).

Dans le cadre de l'accueil des enfants porteurs de handicap et/ou à suivis médicaux spécifiques, nous proposons un espace-temps individualisé : Les professionnels paramédicaux interviennent auprès de l'enfant directement au sein de la structure afin de soulager le rythme ainsi que la logistique des familles et de leur enfant. Nous participons ainsi à la continuité de soin.

La prévention reste au cœur de nos préoccupations avec des formations régulières dispensées par notre médecin de crèche et les séances d'analyse de la pratique guidée par une psychologue intervenante.

Nous souhaitons également continuer à développer notre projet « hors les murs » en partenariat avec l'oasis citadine (ferme urbaine collaborative), qui est à proximité de notre établissement. Nous souhaitons étendre notre ouverture sur l'extérieur avec des sorties en minibus, en petits groupes, en milieu culturel et/ou de plein air.

Le cadre privilégié du Parc Club du millénaire permettra de reprendre les « sorties poussettes » pour les enfants les plus jeunes (groupe des bébés).

Nous travaillerons à nouveau en collaboration avec un intervenant musical lors de séances d'éveil hebdomadaires et désirons participer activement au festival de l'éveil proposé par la ville.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.

Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.

- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire

s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le 20 Mars 2024

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Michaël DELAFOSSE

Le Président de l'Association,

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Accompagnement psychologue (RDV, suivi).	Soutien à la parentalité	Janvier 2025	RDV parents		x	x
	Prévention-santé	Janvier 2025	Temps d'observation et RDV enfant		x	x
	Prévention-santé	Janvier 2025	Analyse de la pratique en réunion trimestrielle		x	x
Accueil d'enfants en situation de précarité sociale	Soutien à la parentalité	Octobre 2024	Accompagnement spécifique en fonction des besoins	x	x	x
	Mixité	Octobre 2024	Inscriptions	x	x	x
	Prévention	Octobre 2024	Suivi individualisé par le référent terrain avec bilans réguliers	x	x	x
Accueil d'enfant en situation de handicap	inclusivité	Octobre 2024		x	x	x
	Soutien à la parentalité		Plages horaires aménagées pour les soins au sein même de la structure	x	x	x
	Prévention-santé		Échanges et bilans équipe /soignants Équipes éducatives avec les partenaires	x	x	x
Formation/ sensibilisation des professionnels de terrain	Prévention-santé	Janvier 2025	Formations trimestrielles de deux heures sur thèmes choisis par l'équipe dispensées par le médecin de crèche		x	x
Projet « hors les murs »	Prévention-santé éveil à l'environnement	Octobre 2024	Sorties quotidiennes en poussette pour les enfants qui ne marchent pas	x	x	x
	Éveil à la nature	Octobre 2024	Sorties mensuelles à l'oasis citadine (rythme à définir)	x	x	x
	Éveil à la culture	Avril 2025	Sorties en minibus (Médiathèque, Mare Nostrum...)		x	x
Éveil Musical	Éveil à la musique	Novembre 2024 (après période d'adaptation)	Ateliers hebdomadaires avec intervenant	x	x	x
	Festival de l'éveil		Participation		x	x

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Établissement : MILL'& UN LUTINS / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12255	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	151386
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	11192	74- Subventions d'exploitation	29531
Autres fournitures	1063	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	5467	- emplois aidés	
Locations		-	
Entretien et réparation	3375	Région(s) :	
Assurance	2092	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	5575	Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3900	-	
Publicité, publication	120	Commune(s) :	
Déplacements, missions	575	- 1.1€/heures facturées	29531
Services bancaires, autres	980		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	6624	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	6624	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	146698	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	113898	Autres établissements publics	
Charges sociales	29250		
Autres charges de personnel	3550	75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières	2067	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	6614
68- Dotation aux amortissements	8721	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	187407	TOTAL DES PRODUITS	187531
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de...29531€ représente ...15.74....% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Établissement MILL'& UN LUTINS / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	47895	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	671630
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	43558	74- Subventions d'exploitation	114280
Autres fournitures	4337	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	112039	- emplois aidés	
Locations	96715	-	
Entretien et réparation	11190	Région(s) :	
Assurance	2134	-	
Documentation	2000	Département(s) :	
		- plan pauvreté	6000
62 - Autres services extérieurs	21906	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	15912	-	
Publicité, publication	490	Commune(s) :	
Déplacements, missions	2336	- 1.1€/heures facturées	108280
Services bancaires, autres	3168		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	29536	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	27036	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	2500	-	
64- Charges de personnel	607612	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	478368	Autres établissements publics	
Charges sociales	122844		
Autres charges de personnel	6400	75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières	8170	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	26458
68- Dotation aux amortissements	34228	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	861386	TOTAL DES PRODUITS	812368
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 108280...€ représente ...13.33....% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Établissement MILL'& UN LUTINS / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	48852	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	692361
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	44429	74- Subventions d'exploitation	126280
Autres fournitures	4423	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	112244	- emplois aidés	
Locations	96715	-	
Entretien et réparation	11312	Région(s) :	
Assurance	2177	-	
Documentation	2040	Département(s) :	
		- Plan pauvreté	18000
62 - Autres services extérieurs	22345	Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	16230	-	
Publicité, publication	500	Commune(s) :	
Déplacements, missions	2383	- 1.1€/heures facturées	108280
Services bancaires, autres	3232		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	30454	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	27954	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	2500	-	
64- Charges de personnel	637674	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	502286	Autres établissements publics	
Charges sociales	128988		
Autres charges de personnel	6400	75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières	7783	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	26458
68- Dotation aux amortissements	34288	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES	893580	TOTAL DES PRODUITS	845099
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de...108280...€ représente ...12.81.....% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association Gammes - pôle AUIHL -, dont le siège est situé au 6 rue Saint Barthélémy, représentée par son Président Monsieur Yves GASSOT agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 22/06/2021, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.
2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association xxx contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- Micro crèche La Marelle : 10 places

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

Indiquer votre niveau d'engagement par palier et sur la durée du CPOM (cf paliers article 2.2)

- Palier 1 : Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles) :

La micro crèche la Marelle est membre de l'association Gammes, acteur majeur sur le territoire Montpellier Méditerranée Métropole dans l'accueil, l'insertion, l'accompagnement et le logement des personnes en situation de grande précarité et marginalité. Afin de s'inscrire dans une démarche d'inclusion, d'équité et de soutien à l'insertion socioprofessionnelle, la micro crèche la marelle accueille les enfants dont les parents sont accompagnés au sein de nos services afin de favoriser leur autonomie et une orientation positive. La micro crèche la Marelle s'inscrit dans cette dynamique d'accompagnement des problématiques économiques, sociales et professionnelles tout en respectant les principes pédagogiques et les axes d'améliorations de son projet établissement en cohérence avec les préconisations des politiques publiques du secteur de la petite enfance.

- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion

Au sein des missions du pôle AUIHL, la micro crèche la Marelle permet à des enfants issus de situation en grande précarité, d'accéder à un accompagnement adapté, individuel, collectif soutenant le développement de la motricité, de la gestion des émotions, d'accès la culture et acquièrent ainsi une appétence et compétence de sociabilité.

- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs logiciel

La micro crèche la Marelle dispose d'un logiciel de gestion interne permettant d'avoir une organisation des inscriptions et de la facturation efficiente. De plus, l'ensemble de l'équipe pédagogique a accès à un ensemble de document en ligne sur un serveur partagé en interne.

- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

La référente technique a pour mission d'accompagner les familles à constituer leurs dossiers, elle apporte un réel soutien dans les démarches administratives des enfants liées à leur accompagnement et suivis afin d'apporter une cohérence dans la coordination des partenaires autour de l'enfant et de ses besoins (ex : dépôt des dossier MDPH, suivi médical, démarche de médiation).

L'association Gammes peut convenir de travailler en commission unique l'attribution des 2 places aux familles du quartier pour favoriser de la mixité sociale.

o Aide aux démarches et accompagnement des parcours :

La micro crèche la Marelle faisant partie intégrante de l'association Gammes est en lien avec les dispositifs du pôle AUIHL afin d'apporter un accompagnement renforcé et cohérent auprès des enfants.

En effet, les travailleurs sociaux du pôle AUIHL assure un lien avec les professionnelles de la micro crèche afin de co construire l'accompagnement auprès des enfants et dans le soutien à la parentalité auprès des adultes. De plus, les professionnelles sont aussi en lien avec le centre de santé du pôle Soins A Domicile de Gammes afin de renforcer le soutien en santé pédiatrique et maternel. De fait, l'établissement opère à travers ce maillage interne une réelle continuité d'action dans le parcours de l'enfant et du parent.

La référente technique de la structure aide les familles dans les démarches en lien avec l'enfant. Nous organisons des cafés avec les parents au sein de la micro crèche pour échanger sur des thématiques comme l'alimentation, les écrans, le développement de l'enfant etc.

o Suivi des demandes :

Le logiciel permet d'avoir un suivi continu et temps réel des demandes d'inscription. Sur les 12 places dédiées, 2 sont ouvertes aux populations résidant dans le quartier des arceaux à proximité de la rue st louis où se situe la micro crèche la Marelle pour favoriser une mixité sociale.

Cette mixité des publics favorise le principe 'inclusion, de solidarité et d'équité.

o Actions de prévention :

L'équipe professionnelle de la micro crèche garantie des actions de prévention en santé afin de soutenir et renforcer le développement de la motricité, la prévention de la malnutrition et lutte contre l'obésité, l'importance d'un sommeil de qualité, la gestion des émotions, les dangers des écrans à travers des cafés parents et des instances de soutien à la parentalité. En ce sens pour l'année 2024, la micro crèche la marelle a bénéficié d'un soutien financier dans le cadre de l'AAP les 1000 ers jours de l'enfant permettant de soutenir l'intervention d'une EJE à mi-temps au sein de la micro crèche avec des missions de soutien à la parentalité, d'écoute et de mise en œuvre d'actions. L'établissement valorise les actions innovantes tel que par exemple à travers la mise en place des lectures musicales, par les interventions de sensibilisation et d'information de la PMI, de permanence de soutien des femmes, etc.

o Animation territorialisée de l'ensemble des acteurs de la petite enfance ; participation aux animations

La micro crèche la marelle développe des liens avec les partenaires de la petite enfance depuis 2023. De plus l'établissement s'est engagé à participer aux réunions organisées par la ville et la métropole

o Participation au diagnostic territorial partagé

A travers la remontée des données annuelles, la micro crèche la marelle participe au diagnostic territorial

o Lien avec « mon enfant.fr » et mission d'accueil renforcé des famille inscrites sur le site ;

- Centralisation des demandes /
- Harmonisation des critères
- Transparence et égalité d'accès
- Information et conseils sur les différents modes d'accueil
- Simplification et facilitation des démarches, réactivité sur les dossiers complexes
- Informations larges (loisirs, culture, vie de quartier...)

- Liens avec les 1000 premiers jours
- Lieu de rencontre et d'articulation des acteurs du guichet unique, réseau de référents
- Création de lien avec les familles

Pour répondre à ce critère, la micro crèche valorise la mise en place de son logiciel de gestion des demandes, des facturations et des données. L'établissement opère une certaine équité quant à l'accès à l'inscription au sein de la micro crèche bien qu'elle ne conserve que 2 places d'accueil hors dispositifs AUIHL.

Les familles que l'on accompagne au sein du pôle AUIHL sont des familles en précarité sociale (faible ressource, difficulté de logement et administratif, pas d'emploi etc).

L'équipe pluridisciplinaire en lien avec la référente technique et les travailleurs sociaux informe les parents et sensibilise sur les actions existantes, les lieux ressources et les partenaires présents auprès de qui elles auront une réponse.

Les professionnelles en constante recherche d'améliorations des pratiques, de l'accueil et de l'accompagnement auprès des enfants développent leurs actions et leur projet pédagogique dans l'objectif de soutenir le développement et l'épanouissement de l'enfant tout en assurant sa sécurité affective, morale et physique et pouvant devenir lieu ressource dans le soutien à la parentalité des adultes.

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

Développer tous les enjeux et actions déjà menées et à venir par type d'enjeux : soutien à la parentalité, handicap, mixité sociale...

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)

Le projet pédagogique de la micro crèche la Marelle et le projet associatif de Gammes se retrouvent conjointement à soutenir la mixité, l'inclusion et la laïcité

- Les engagements dans le champ de la qualité :

Au niveau opérationnel : la micro crèche la marelle s'engage à fournir des produits de qualité notamment dans la prestation des repas, l'établissement à sélectionne un prestataire local bio permettant ainsi de favoriser une nutrition eco responsable, de la même manière l'établissement a voulu garantir l'accès à un repas équilibre à minima une fois par jour à travers ce service de distribution de repas : entrée, plat, dessert, fruit et gouter.

Au niveau organisationnel : le pôle AUIHL de l'association Gammes met en place une démarche qualité portée par la responsable qualité et projet et les outils et instances qui en découlent. L'ensemble des dispositifs dont la micro crèche La Marelle bénéficient de cette démarche qualité concernant la qualité de vie et des conditions de travail et les actions qui en découlent tel que : la participation au comité sécurité sante qualité de vie au travail ayant pour objectif d'opérer une veille des risques psychosociaux et consolider la démarche de prévention ; la participation a deux journées pédagogiques permettant une prise de recul sur les bonnes pratiques professionnelles, des moments de cohésion d'équipe.

Au niveau institutionnel/RH :

La micro crèche la marelle au même titre que l'ensemble des dispositifs et des salariés du pôle AUIHL, bénéficie de la convention accord CHRS permettant de travailler sur 39 h et bénéficier des RTT et 9 CT.

L'association s'engage dans un service de qualité envers les enfants et les parents à travers l'accès aux formations et aux qualifications.

L'équipe s'engage à respecter la charte de la petite enfance, de la bientraitance et de la laïcité afin de garantir le respect des droits et libertés de chacun, de prévenir la maltraitance.

- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales :

La micro crèche la marelle valorise fortement son partenariat avec la PMI dans ses pratiques et les actions mises en place.

La micro crèche la marelle souhaite consolider son soutien à la parentalité en devenant un réel lieu ressource pour les parents. De plus l'équipe pédagogique souhaite pouvoir mieux accompagner le passage en école maternelle, de fait nous souhaitons pouvoir consolider les passerelles avec les écoles et ainsi créer du lien pour organiser des visites et des rencontres.

Enfin, dans une démarche de mutualisation et de transversalité au sein de l'association Gammes, une instance nommée « Animation transversale » permet de créer des actions collectives en transversalité avec différents services de l'association : de fait la micro crèche participe à des actions collectives en lien avec la pension de famille afin de favoriser le lien intergénérationnel et le dispositif Enfance Famille afin de soutenir des actions de soutien à la parentalité envers les mères isolées victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales dont les enfants sont accueillis à la Marelle.

- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé :

Dans cette démarche de s'inscrire dans cet axe d'intervention, nous avons pu conventionner en interne avec le centre santé du pôle soins à domicile afin d'y avoir notre référent santé rattaché de plus de nombreux professionnels de santé organise des ateliers de prévention santé autour du nourrisson et de la petite enfance ouvert aux familles et aux professionnelles de la marelle ; De plus dans le cadre de l'appel à projet les 1 000 premiers jours de l'enfant nous avons pu mobiliser une EJE à mi-temps pleins afin de dynamiser des actions de préventions au sein de la marelle et développer ce lieux ressource envers les parents.

Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant :

Nous participons à la semaine de la petite enfance, mettons en place des cafés parents.

Les projets à enjeux spécifiques :

L'équipe pédagogique souhaite pouvoir mieux accompagner la coordination de l'enfant dans sa prise en charge et mieux coordonner les acteurs autour de l'enfant tels que la PMI, les Assistantes Sociales de secteur, les parents...

Eco responsable :

La micro crèche s'inscrit dans une démarche éco responsable en favorisant l'accès à la nature à travers son site, ses sorties en extérieur. L'équipe souhaite également comme l'indique un des axes du projet pédagogique favoriser et promouvoir l'interculturalité et instaurer des actions en lien avec les acteurs culturels du territoire montpelliérain tel que le Musée Fabre par exemple. Enfin l'association s'inscrit dans une démarche de recyclage via son tri des déchets et le compost mis en place au sein de la Pension de famille où est géo localisé la micro crèche la Marelle.

- Les projets de développement de l'offre :

Au niveau pédagogique, l'équipe souhaite confirmer ses projets innovants tels que les ateliers yoga, ateliers artistique. La micro crèche souhaite promouvoir davantage la co éducation et permettre au parent d'avoir confiance aux institutions et au soutien apporté dans leur parcours de vie en tant que parents et adulte.

Au niveau institutionnel : l'établissement souhaite conserver sa posture sociale et inclusive en donnant accès aux familles les plus démunies, en situation de précarité, la possibilité d'avoir une

solution d'accueil, un soutien et un accompagnement dans la parentalité afin de favoriser l'accès à une réinsertion socioprofessionnelle et réduire ainsi les inégalités sur le territoire.

Pour finir, Gammes a aujourd'hui l'ambition de développer le secteur de la petite enfance dans son pôle d'activité et de créer un deuxième établissement d'accueil de petite enfance (micro crèche) afin de performer son efficience, sa pratique et répondre ainsi aux besoins des populations.

L'association a un projet avec ACM de créer une résidence sociale et un CADA dans le quartier du Millénaire : un espace de 200m² est disponible pour penser la création d'une 2nd micro crèche géré par Gammes.

En effet, le pôle AUIHL s'est fortement développé depuis plusieurs années et nous ne pouvons pas répondre favorable aux demandes pour accueillir les enfants au sein de la Micro crèche.

De plus, nous pouvons constater au quotidien le travail réalisé auprès des familles et des enfants de les accueillir au sein de la Micro crèche :

Permettre aux enfants de sortir des hôtels ou hébergement

Permettre d'accompagner les enfants et parents dans la gestion des émotions

Aider les enfants et parents dans la mise en place d'un rythme de vie

Faire découvrir pour certains aux enfants, la lecture, le dessin, des ateliers de motricité fini, des ateliers de motricité, la danse.

Préparer les enfants à l'entrée en maternelle (favoriser l'autonomie, la propreté) en lien avec les familles

L'équipe au quotidien peut voir le changement de comportement d'un enfant accueilli au sein de la Micro crèche pendant plusieurs mois.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,

- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.
 Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).

- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

Monsieur Yves GASSOT

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement xxx / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €